

PREMIÈRE PARTIE

SÉANCES PUBLIQUES

PART I.

PUBLIC SITTINGS.

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

SEIZIÈME SESSION (EXTRAORDINAIRE)

NEUVIÈME
SÉANCE PUBLIQUE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,
le samedi 25 mai 1929, à 10 h. 30,
sous la présidence de M. Anzilotti, Président.*¹

Présents :

MM. ANZILOTTI, <i>Président,</i>	
HUBER, <i>Vice-Président,</i>	
LODER,	} <i>Juges,</i>
DE BUSTAMANTE,	
ALTAMIRA,	
ODA,	
PESSÔA,	
HUGHES,	
BEICHMANN,	} <i>Juges suppléants,</i>
NEGULESCO,	
FROMAGEOT, <i>Juge ad hoc,</i>	

M. HAMMARSKJÖLD, *Greffier de la Cour.*

Le PRÉSIDENT déclare la séance ouverte et prie le Greffier de mentionner les points à l'ordre du jour.

Le GREFFIER indique que l'ordre du jour appelle en premier lieu le prononcé des ordonnances rendues par la Cour à la date de ce jour et terminant les procédures instituées devant elle, d'une part, le 26 novembre 1926 par le Gouvernement de Belgique contre le Gouvernement de Chine au sujet de la dénonciation par la Chine du Traité sino-belge du 2 novembre 1865; d'autre part, le 8 février 1927 par le Gouvernement d'Allemagne contre le Gouvernement de Pologne au sujet de l'indemnité due pour la prise de possession par ce dernier de l'usine de Chorzów en Haute-Silésie polonaise. L'ordre du jour

¹ Quatorzième séance de la Cour.

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

SIXTEENTH (EXTRAORDINARY) SESSION

NINTH
PUBLIC SITTING

*held at the Peace Palace, The Hague,
on Saturday, May 25th, 1929, at 10.30 a.m.,
the President, M. Anzilotti, presiding.¹*

Before :

MM. ANZILOTTI, *President*,
HUBER, *Vice-President*,
LODER,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA,
ODA,
PESSÔA,
HUGHES,
BEICHMANN,
NEGULESCO, } *Judges*,
FROMAGEOT, *Judge ad hoc*,

M. HAMMARSKJÖLD, *Registrar of the Court*.

The PRESIDENT declared the Court open and asked the Registrar to indicate the business before the Court.

The REGISTRAR stated that the Court had met, in the first place, for the promulgation of the orders of that day's date made by it and terminating, firstly, the proceedings instituted before it on November 26th, 1926, by the Belgian Government against the Government of China with regard to the denunciation by China of the Sino-Belgian Treaty of November 2nd, 1865, and, secondly, those instituted on February 8th, 1927, by the German Government against the Polish Government concerning the indemnity due in consequence of the taking possession by the latter Government of the factory at Chorzów in Polish

¹ Fourteenth meeting of the Court.

appelle en second lieu l'ouverture des débats oraux en l'affaire entre le Gouvernement de la République des États-Unis du Brésil et le Gouvernement de la République française concernant le différend relatif au paiement, en or, des emprunts fédéraux brésiliens contractés en France.

Le PRÉSIDENT prie MM. les agents et conseils des Gouvernements brésilien et français de vouloir bien venir à la barre.

Avant de leur donner la parole, il constate que le Gouvernement français, ne comptant sur le siège aucun juge de sa nationalité, et se prévalant du droit que lui confère l'article 31 du Statut, a désigné, pour siéger en la présente affaire, M. Henri Fromageot ; il prie, en conséquence, M. Fromageot de vouloir bien prendre l'engagement solennel, prévu par le Statut et le Règlement, d'exercer ses attributions en pleine impartialité et en toute conscience.

M. FROMAGEOT prononce cette déclaration.

Le PRÉSIDENT prend acte au nom de la Cour de l'engagement solennel pris par M. Fromageot et le déclare dûment installé comme juge *ad hoc* en l'affaire entre le Gouvernement de la République des États-Unis du Brésil et le Gouvernement de la République française relative au paiement, en or, des emprunts fédéraux brésiliens émis en France.

Il rappelle que le Gouvernement du Brésil a désigné pour agent M. le professeur Eduardo Espinola, lequel aura comme premier conseiller M. le D^r de Pimentel Brandão et comme second conseiller M. le D^r Octavio Fialho. De son côté, le Gouvernement français a désigné comme agent M. le professeur Basdevant, jurisconsulte-adjoint du département des Affaires étrangères, qui sera assisté de M^e Albert Montel, avocat à la Cour d'appel de Paris.

Après avoir constaté la présence des agents et conseils qui viennent d'être nommés, le Président indique que, la présente affaire ayant été soumise à la Cour par notification d'un compromis, et aucun accord entre les Parties au sujet de l'ordre

¹ Le passage supprimé concerne l'affaire relative à la dénonciation du Traité sino-belge du 2 novembre 1865 (voir Série C, n° 16 — I) et l'affaire relative à l'usine de Chorzów (demande en indemnité — fond) (voir Série C, n° 16 — II).

Upper Silesia. In the second place, the Court had met to begin the hearing of the case between the Government of the Republic of the United States of Brazil and the Government of the French Republic with regard to the dispute concerning the payment, in gold, of Brazilian Federal loans contracted in France.

The PRESIDENT asked the Agents and Counsel for the Brazilian and French Governments to take their places.

Before calling upon them to speak, he stated that the French Government, having no judge of its nationality upon the bench and availing itself of the right conferred upon it by Article 31 of the Statute, had appointed M. Henri Fromageot to sit in the present case. He therefore requested M. Fromageot to be good enough to make the solemn declaration, provided for by the Statute and Rules of Court, that he would exercise his powers impartially and conscientiously.

M. FROMAGEOT made the declaration.

The PRESIDENT, on behalf of the Court, placed on record the solemn declaration made by M. Fromageot and declared him to be duly installed as national judge for the case between the Government of the Republic of the United States of Brazil and the Government of the French Republic concerning the payment, in gold, of the Brazilian Federal loans contracted in France.

He stated that the Government of Brazil had appointed as its Agent Professor Eduardo Espinola, who would have as Principal Counsellor Dr. de Pimentel Brandão and as Assistant Counsellor Dr. Octavio Fialho. The French Government, for its part, had appointed as Agent Professor Basdevant, Assistant Legal Adviser to the Ministry of Foreign Affairs, who would be assisted by M^e Albert Montel, Counsel before the Court of Appeal at Paris.

The President, after duly noting that the Agents and Counsel whom he had named were present in Court, proceeded to explain that, since the present case had been submitted to the Court by special agreement, and since no notice of an

¹ The passage left out concerns the case of the denunciation of the Treaty of December 2nd, 1865, between China and Belgium (see Series C., No. 16—1) and the case of the Factory at Chorzów (indemnity—merits) (see Series C., No. 16—II).

entre les plaidoiries ne lui ayant été communiqué aux termes de l'article 46 du Règlement, il donnera, suivant la pratique de la Cour, la parole aux conseils dans l'ordre alphabétique des noms des États dont ils exposent le point de vue.

Ayant été informé, au nom du Gouvernement brésilien, que M. de Pimentel Brandão était chargé de la plaidoirie, il lui donne la parole.

M. DE PIMENTEL BRANDÃO procède à l'exposé reproduit en annexe¹.

L'audience, interrompue à 13 heures, est reprise à 15 h. 30.

Le PRÉSIDENT donne la parole à M. de Pimentel Brandão.

M. DE PIMENTEL BRANDÃO continue son exposé², dont la suite interrompue par la clôture de l'audience, est renvoyée au lundi 27 mai, à 10 h. 30.

L'audience est levée à 17 h. 45.

Le Président de la Cour :

(Signé) D. ANZILOTTI.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

¹ Voir deuxième Partie, n° 1, pp. 20-40.

² » 40-59.

agreement between the Parties as to the order in which they would speak, had been received, in conformity with the terms of Article 46 of the Rules he would now, in accordance with the Court's practice, call upon Counsel to address the Court in the alphabetical order of the name of the countries which they represented.

Having been informed that M. de Pimentel Brandão had been entrusted with the opening of the case on behalf of the Brazilian Government, he called upon him to speak.

M. DE PIMENTEL BRANDÃO proceeded to make the speech reproduced in the annex¹.

The Court adjourned from 1 to 3.30 p.m.

The PRESIDENT called on M. de Pimentel Brandão to address the Court.

M. DE PIMENTEL BRANDÃO continued his speech², which he had not concluded when the Court rose; the remainder was accordingly postponed until Monday, May 27th, at 10.30 a.m.

The Court rose at 5.45 p.m.

(Signed) D. ANZILOTTI,
President.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

¹ See Part II, No. 1, pp. 20-40.

² " " " " " " 40-59.

SEIZIÈME SESSION (EXTRAORDINAIRE)

DIXIÈME
SÉANCE PUBLIQUE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,
le lundi 27 mai 1929, à 10 h. 30,
sous la présidence de M. Anzilotti, Président.*¹

Présents :

MM. ANZILOTTI, *Président*,
HUBER, *Vice-Président*,
LODER,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA, } *Juges*,
ODA,
PESSÔA,
HUGHES,
BEICHMANN, } *Juges suppléants*,
NEGULESCO,
FROMAGEOT, *Juge ad hoc*,
M. HAMMARSKJÖLD, *Greffier de la Cour*.

LE PRÉSIDENT donne la parole au conseil du Gouvernement brésilien.

M. DE PIMENTEL BRANDÃO poursuit et achève son exposé (annexe)².

M. ESPINOLA ayant déclaré, en réponse à une question du Président, qu'il n'avait rien à ajouter, le PRÉSIDENT donne la parole à l'agent du Gouvernement français.

M. le professeur BASDEVANT procède à l'exposé reproduit en annexe³.

L'audience, interrompue à 12 h. 45, est reprise à 15 h. 30.

¹ Quinzième séance de la Cour.

² Voir deuxième Partie, n° 1, pp. 59-67.

³ " " " " 2. " 68-78.

SIXTEENTH (EXTRAORDINARY) SESSION

TENTH
PUBLIC SITTING

*held at the Peace Palace, The Hague,
on Monday, May 27th, 1929, at 10.30 a.m.,
the President, M. Anzilotti, presiding.¹*

Before :

MM. ANZILOTTI, <i>President,</i>	
HUBER, <i>Vice-President,</i>	
LODER,	} <i>Judges,</i>
DE BUSTAMANTE,	
ALTAMIRA,	
ODA,	
PESSÔA,	
HUGHES,	} <i>Deputy-Judges,</i>
BEICHMANN,	
NEGULESCO,	
FROMAGEOT, <i>Judge ad hoc,</i>	

M. HAMMARSKJÖLD, *Registrar of the Court.*

The PRESIDENT called upon Counsel for the Brazilian Government.

M. DE PIMENTEL BRANDÃO continued and concluded his speech (annex)².

M. ESPINOLA having stated, in reply to a question from the President, that he had nothing to add, the PRESIDENT called on the Agent for the French Government to address the Court.

Professor BASDEVANT made the speech reproduced in the annex³.

The Court adjourned from 12.45 to 3.30 p.m.

¹ Fifteenth meeting of the Court.

² See Part II, No. 1, pp. 59-67.

³ " " " " 2, " 68-78.

Le PRÉSIDENT donne la parole à l'avocat du Gouvernement français.

M^e ALBERT MONTEL prononce la plaidoirie reproduite en annexe¹, et dont la suite, interrompue par l'heure de clôture de l'audience, est renvoyée au mardi 28 mai à 10 h. 30.

L'audience est levée à 18 h. 20.

Le Président de la Cour :

(*Signé*) D. ANZILOTTI.

Le Greffier de la Cour :

(*Signé*) Å. HAMMARSKJÖLD.

¹ Voir deuxième Partie, n° 3, pp. 79-105.

The PRESIDENT called on Counsel for the French Government to address the Court.

M^e ALBERT MONTEL made the speech reproduced in the annex¹, which he had not concluded when the Court rose. He would accordingly continue on Tuesday, May 28th, at 10.30 a.m.

The Court rose at 6.20 p.m.

(Signed) D. ANZILOTTI,
President.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

¹ See Part II, No. 3, pp. 79-105.

SEIZIÈME SESSION (EXTRAORDINAIRE)

ONZIÈME
SÉANCE PUBLIQUE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,
le mardi 28 mai 1929, à 10 h. 30,
sous la présidence de M. Anzilotti, Président.*¹

Présents :

MM. ANZILOTTI, *Président*,
HUBER, *Vice-Président*,
LODER,
DE BUSTAMANTE, } *Juges*,
ALTAMIRA,
ODA,
PESSÔA,
HUGHES,
BEICHMANN, } *Juges suppléants*,
NEGULESCO,
FROMAGEOT, *Juge ad hoc*,
M. HAMMARSKJÖLD, *Greffier de la Cour*.

Le PRÉSIDENT donne la parole à l'avocat du Gouvernement français.

M^o ALBERT MONTEL poursuit et termine sa plaidoirie (annexe)².

L'AGENT DU GOUVERNEMENT BRÉSILIEN, en réponse à une question du Président, ayant annoncé son intention de répliquer et demandé un délai pour cette réplique, le PRÉSIDENT fixe la prochaine audience de la Cour au mercredi 29 mai à 10 h. 30.

L'audience est levée à midi.

Le Président de la Cour :

(Signé) D. ANZILOTTI.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

¹ Seizième séance de la Cour.

² Voir deuxième Partie, n^o 3, pp. 105-119.

SIXTEENTH (EXTRAORDINARY) SESSION

ELEVENTH
PUBLIC SITTING

*held at the Peace Palace, The Hague,
on Tuesday, May 28th, 1929, at 10.30 a.m.,
the President, M. Anzilotti, presiding.¹*

Before :

MM. ANZILOTTI, *President,*
HUBER, *Vice-President,*
LODER,
DE BUSTAMANTE, }
ALTAMIRA, } *Judges,*
ODA, }
PESSÔA, }
HUGHES, }
BEICHMANN, }
NEGULESCO, } *Deputy-Judges,*
FROMAGEOT, *Judge ad hoc,*

M. HAMMARSKJÖLD, *Registrar of the Court.*

The PRESIDENT called upon Counsel for the French Government to address the Court.

M^e ALBERT MONTEL continued and concluded his speech (annex)².

The AGENT OF THE BRAZILIAN GOVERNMENT, in reply to a question from the President, announced his intention of replying and asked for time to prepare his reply. Accordingly the PRESIDENT fixed the next sitting for Wednesday, May 29th, at 10.30 a.m.

The Court rose at noon.

(Signed) D. ANZILOTTI,
President.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

¹ Sixteenth meeting of the Court.

² See Part II, No. 3, pp. 105-119.

SEIZIÈME SESSION (EXTRAORDINAIRE)

DOUZIÈME
SÉANCE PUBLIQUE

*tenuë au Palais de la Paix, La Haye,
le mercredi 29 mai 1929, à 10 h. 30,
sous la présidence de M. Anzilotti, Président.*

Présents :

MM. ANZILOTTI, *Président*,
HUBER, *Vice-Président*,
LODER,
DE BUSTAMANTE, }
ALTAMIRA, } *Juges*,
ODA, }
PESSÔA, }
HUGHES, }
BEICHMANN, } *Juges suppléants*.
NEGULESCO, }
FROMAGEOT, *Juge ad hoc*,

M. HAMMARSKJÖLD, *Greffier de la Cour*.

Le PRÉSIDENT donne la parole au conseil du Gouvernement brésilien.

M. DE PIMENTEL BRANDÃO prononce la réplique reproduite en annexe².

Le PRÉSIDENT donne la parole à M^e ALBERT MONTEL, avocat du Gouvernement français, qui prononce la duplique reproduite en annexe³.

Le PRÉSIDENT, clôturant l'audience, déclare qu'il ne prononce pas la clôture des débats oraux en l'affaire afin de réserver à la Cour la possibilité, si elle le jugeait nécessaire, d'obtenir des agents des Parties des renseignements complémentaires.

L'audience est levée à midi 45.

Le Président de la Cour :

(Signé) D. ANZILOTTI.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

¹ Dix-septième séance de la Cour.

² Voir deuxième Partie, n° 4, pp. 120-135.

³ » » » » 5, » 136-138.

SIXTEENTH (EXTRAORDINARY) SESSION

TWELFTH
PUBLIC SITTING

*held at the Peace Palace, The Hague,
on Wednesday, May 29th, 1929, at 10.30 a.m.,
the President, M. Anzilotti, presiding.¹*

Before:

MM. ANZILOTTI, *President*,
HUBER, *Vice-President*,
LODER,
DE BUSTAMANTE, }
ALTAMIRA, } *Judges*,
ODA, }
PESSÔA, }
HUGHES, }
BEICHMANN, }
NEGULESCO, } *Deputy-Judges*,
FROMAGEOT, *Judge ad hoc*,

M. HAMMARSKJÖLD, *Registrar of the Court*.

The PRESIDENT called on Counsel for the Brazilian Government to address the Court.

M. DE PIMENTEL BRANDÃO made the reply reproduced in the annex².

The PRESIDENT called on M^e ALBERT MONTEL, Counsel for the French Government, who made the rejoinder reproduced in the annex³.

The PRESIDENT, in terminating the hearing, did not declare the proceedings closed in order to leave it open to the Court, if it thought necessary, to obtain further information from the Parties.

The Court rose at 12.45 p.m.

(Signed) D. ANZILOTTI,
President.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

¹ Seventeenth meeting of the Court.

² See Part II, No. 4, pp. 120-135.

³ " " " " 5, " 136-138.

SEIZIÈME SESSION (EXTRAORDINAIRE)

TREIZIÈME
SÉANCE PUBLIQUE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,
le vendredi 12 juillet 1929, à 15 heures,
sous la présidence de M. Anzilotti, Président.*¹

Présents :

MM. ANZILOTTI, *Président*,
HUBER, *Vice-Président*,
LODER,
DE BUSTAMANTE, } *Juges*,
ALTAMIRA,
ODA,
PESSÔA,
HUGHES,
BEICHMANN, } *Juges suppléants*,
NEGULESCO,
FROMAGEOT, *Juge ad hoc*,
NOVACOVITCH, » » » (pour la lecture de
l'arrêt serbe),

M. HAMMARSKJÖLD, *Greffier de la Cour*.

Le PRÉSIDENT, en ouvrant la séance, prie le Greffier d'indiquer les points à l'ordre du jour.

Le GREFFIER déclare que l'ordre du jour appelle le prononcé des arrêts de la Cour en l'affaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République des États-Unis du Brésil concernant le paiement, en or, des emprunts fédéraux brésiliens émis en France, et en l'affaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes concernant certaines questions relatives au paiement de divers emprunts serbes émis en France.

Le PRÉSIDENT annonce qu'il lira d'abord l'Arrêt n° 14 qui a trait à l'affaire entre la France et l'État serbe-croate-slovène.

¹ Trentième séance de la Cour.

SIXTEENTH (EXTRAORDINARY) SESSION

THIRTEENTH
PUBLIC SITTING

*held at the Peace Palace, The Hague,
on Friday, July 12th, 1929, at 3 p.m.,
the President, M. Anzilotti, presiding.¹*

Before:

MM. ANZILOTTI, *President,*
HUBER, *Vice-President,*
LODER,
DE BUSTAMANTE, }
ALTAMIRA, } *Judges,*
ODA, }
PESSÔA, }
HUGHES, }
BEICHMANN, }
NEGULESCO, } *Deputy-Judges,*
FROMAGEOT, *Judge ad hoc,*
NOVACOVITCH, " " " (for the reading of the
Serbian Judgment only),
M. HAMMARSKJÖLD, *Registrar of the Court.*

The PRESIDENT, in opening the sitting, called on the Registrar to announce the business before the Court.

The REGISTRAR stated that this was the delivery of judgments in the affair between the Government of the French Republic and the Government of the United States of Brazil concerning the payment, in gold, of the Brazilian Federal loans issued in France, and of the judgment in the affair between the Government of the French Republic and the Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, in regard to certain questions concerning the payment of various Serbian loans issued in France.

The PRESIDENT stated that he would first read Judgment No. 14 in the affair between France and the Serb-Croat-

¹ Thirtieth meeting of the Court.

Cette lecture terminée, la séance sera interrompue pour un quart d'heure et, à la reprise, il lira l'arrêt relatif à l'affaire entre la France et le Brésil.

..... 1

La séance est suspendue de 16 h. 20 à 16 h. 50.

A la reprise de la séance, le PRÉSIDENT, avant de procéder à la lecture de l'Arrêt n° 15, qui concerne les Gouvernements brésilien et français, constate que leurs agents ont été dûment prévenus aux termes de l'article 58 du Statut, et que les expéditions officielles de l'arrêt viennent d'être remises à ces agents ou à leurs mandataires.

Le Président lit l'Arrêt n° 15².

Le GREFFIER lit le dispositif en anglais de l'Arrêt n° 15.

Le PRÉSIDENT demande à MM. de Bustamante et Pessôa s'ils désirent donner lecture de leur opinion dissidente. La réponse de chacun de ces juges est négative.

Le Président lève la séance et déclare close la seizième Session (extraordinaire) de la Cour.

L'audience est levée à 17 h. 35.

Le Président de la Cour :
(Signé) D. ANZILOTTI.

Le Greffier de la Cour :
(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

¹ Le passage supprimé a trait à l'affaire concernant le paiement de divers emprunts serbes émis en France (voir Série C, n° 16 — III).

² Voir *Publications de la Cour*, Série A, nos 20/21.

Slovene State. When this was concluded, the sitting would be suspended for a quarter of an hour and, on the resumption, judgment would be read in the affair between France and Brazil.

The Court adjourned from 4.20 p.m. to 4.50 p.m.

On the resumption of the sitting, the PRESIDENT, before proceeding to read Judgment No. 15, which concerned the Brazilian and French Governments, observed that the Agents of those Governments had been duly informed, under Article 58 of the Statute, and that official copies of the judgment had been handed to them or to their representatives.

The President read Judgment No. 15².

The REGISTRAR read in English the conclusions of the above judgment.

The PRESIDENT enquired of MM. de Bustamante and Pessoa whether they desired to read their dissenting opinions. The reply was in each case in the negative.

The President pronounced the sitting at an end and declared closed the Sixteenth Extraordinary Session.

The Court rose at 5.35 p.m.

(Signed) D. ANZILOTTI,
President.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

¹ The passage left out is relating to the case concerning the payment of various Serbian loans issued in France (see Series C., No. 16—III).

² See *Publications of the Court*, Series A., Nos. 20/21.